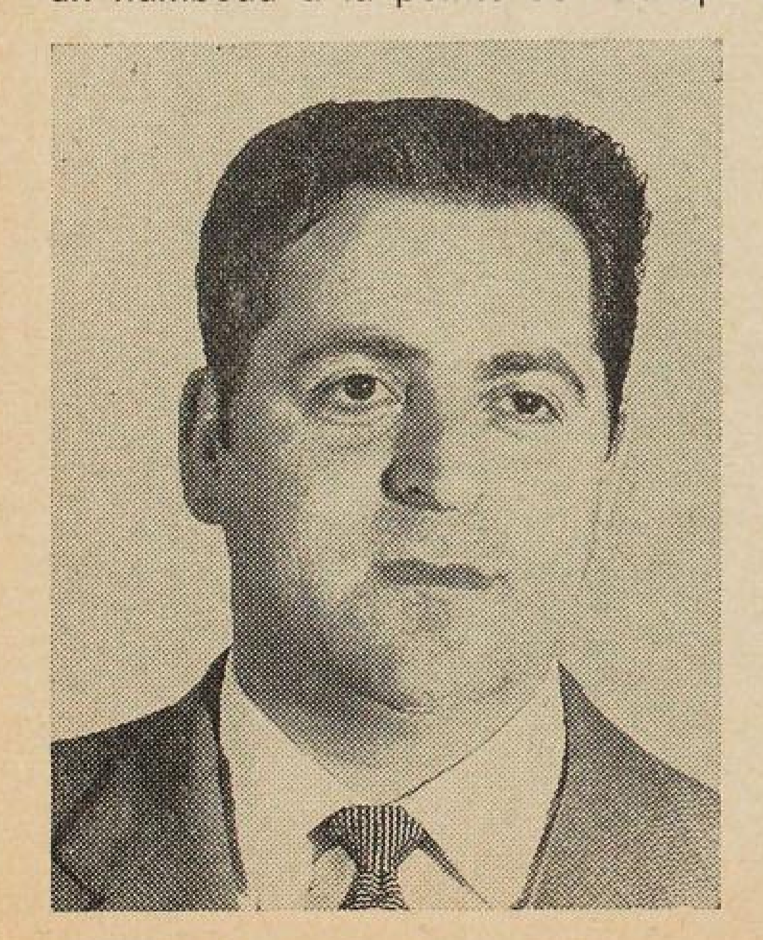
CANDIDAT SOCIAL D'UNION NATIONALE

Les semaines révolutionnaires d'où sort notre pays ont pris naissance chez les étudiants d'autres capitales, mais si chez nous cette étincelle a fait des flammes jusqu'à la classe laborieuse c'est que quelque chose devait brûler, disparaître : ce quelque chose était la trop grande disparité sociale et je suis d'avis de ceux qui sont ouverts à de profondes réformes dans tous les domaines. De longues discussions ont eu lieu et d'autres suivront pour améliorer les conditions de vie de chacun au moment de la compétition européenne pour favoriser le développement des diverses branches commerciales et industrielles ce qui procurera de nouveaux débouchés d'emplois aux nombreux cadres et ouvriers, jeunes et moins jeunes. Soyez certains que beaucoup de ces revendications seront demain remises en cause par des astuces gouvernementales et beaucoup des avantages acquis d'arrache-pied s'avèreront nuls devant les hausses massives et successives qui vont suivre pour combler les pertes consécutives aux grèves, mais des mesures énergiques auront cette fois été prises pour étouffer toutes nouvelles protestations. J'ai à cet effet toujours refusé de m'associer à aucune formation politique pour ne pas avoir de fil à la patte et ne pas devoir suivre une ligne de conduite imposée par un parti ou par un homme parfois contraire aux aspirations nationales. Donc, sans m'occuper de la gauche d'où je n'ai aucune attache qui ne sont unis que pour les élections (voyez l'exemple italien) et n'a en somme qu'un but, l'installation en France d'un chef et gouvernement communiste, doctrine dont tous les pays de l'Est cherchent à se débarrasser et qui aurait pour conséquence de transformer notre pays en un second Viet-Nam pour arrêter le déferlement de la marée communiste terminant d'envahir l'Europe. Ni de la droite qui n'a pas compris d'elle-même qu'il fallait opérer de profonds changements et, par son refus au dialogue qu'elle réclame aujourd'hui est responsable de ces jours d'émeutes, par sa politique anti-sociale qu'elle avait toujours refusé de modifier malgré ses promesses à chaque élection. La France ne peut se permettre de faire une politique sociale et de prestige à la fois. Pour défendre les intérêts de tous car il n'existe pas de **vrais** communistes en France, il n'y a que des mécontents quant au gaullisme, vestige d'un bon geste en 40, maintes fois rabâché et largement remboursé, ne tient que par un seul pilier qui s'accroche désespérément ; en fait, il n'existe que des Français trompés depuis 10 ans par un homme qui ne se bat que derrière un micro et la poignée de moutons inconditionnels engraissés par ses soins gavent de discours prometteurs les sincères, les purs, oubliant volontairement qu'entre le gaullisme et ceux qui se tournent vers l'est se trouve une masse énorme d'hommes propres, courageux, intelligents et résolus, car ce n'est pas De Gaulle qui a fait la France elle existait bien avant lui. Sur les gaullistes de 40 : combien en restent-ils aujourd'hui, et où étaient-ils quand il fallait défendre nos droits, nos avantages qui sont aussi les leurs car ils en profitent aujourd'hui ; à l'exception des grèves continuelles, qu'ont-ils fait depuis dix ans ? Ce n'était plus une fraction de la population qui clamait mais tout un peuple, alors, et où étaient les gaullistes ce jour-là ? Ils voudraient, aujourd'hui sur des nouvelles promesses remettre cela pour cinq ans : **JAMAIS !** On peut avoir de l'or dans les coffres quand nos vieux ceux à qui nous devons tout crèvent de faim avec leur misérable obole trimestrielle malgré les promesses, vignette etc... Quand nos jeunes soldats ont un prêt de 50 c., quand il faut chercher à la loupe sur une carte où sont les autoroutes Françaises malgré l'essence la plus chère du monde, assez de comédie !

En conséquence je pose ma candidature pour défendre réellement la République et nos droits, pour former une quantité importante de députés vraiment neutres qui par leurs discussions et votes à la Chambre feront toujours pencher la balance vers l'intérêt général pour qu'à nouveau éclaire comme un flambeau à la pointe de l'Europe notre beau drapeau dans la paix et la fraternité retrouvées.



LE CANDIDAT :

Jacques J. BAYON

Candidat social d'Union Nationale

Pour la défense des droits et libertés
Dans le cadre de la République
Hors du gaullisme et du communisme.

Suppléant : Th. VOIGNIER

VU LE CANDIDAT.

Dépôt Légal n° 665, 2e trim. 1968 - Omnès & Cie, Paris-9e.